

quelque nature que ce soit, n° 2650. — Le 10 avril 1957, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 2650) de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une réduction de 50 0/0 sur les tarifs de la S.N.C.F. pour deux voyages annuels à tous les tuberculeux hospitalisés depuis au moins six mois dans un établissement de cure de quelque nature que ce soit, n° 4834. — Le 15 mai 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours immédiats aux sinistrés de la région béarnaise où un violent orage de grêle a causé de sérieux dégâts aux récoltes, n° 4990. — Le 28 mars 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour assurer le plein emploi et à éviter la fermeture des forges de l'Adour, n° 7068.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercices 1956, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Etat A, Chap. 31-21 : *Construction et modernisation des sanatoria ; augmentation de l'allocation versée aux bénéficiaires de l'aide médicale* [8 juin 1956] (p. 2468) ; — d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques : *ses explications de vote* [6 novembre 1956] (p. 4480) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1957, Art. 14, Etat C, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Titres III et IV : *Aide médicale aux tuberculeux ; création des dispensaires ; modernisation des sanatoria* [29 novembre 1956] (p. 5281). — Pose à M. le Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande une question orale relative au trafic de thon pratiqué à la frontière franco-espagnole [1^{er} mars 1957] (p. 1226, 1227). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui se sont produits à Pau dans la soirée du 22 novembre 1957 à l'occasion d'une soirée commémorative organisée par le parti communiste français [27 novembre 1957] (p. 4990). = S'excuse de son absence [13 mai 1958] (p. 2252). = Obtient un congé [13 mai 1958] (p. 2252).

MORÈVE (M. Roger), *Député de l'Indre* (Rad. Soc. puis G. D. R. S.).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 43). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [31 janvier 1956] (p. 160), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission de l'éducation nationale [9 juillet 1957] (p. 3432) ; de la Commission des affaires économiques [4 octobre 1957] (p. 4502) (1). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'agriculture [10 février 1956] (p. 254), [18 octobre 1957] (p. 4536).

Dépôts :

Le 18 avril 1956, une proposition de loi tendant à modifier l'article 76 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif aux pensions de veuves bénéficiaires du régime de l'assurance vieillesse, n° 1545. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution (n° 1916) de M. Baylet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 31 décembre 1936 imposant à l'Etat le versement, au fonds d'amortissement des charges d'électrification rurales, d'une somme égale à la contribution des distributeurs d'énergie électrique, n° 2205. — Le 15 juin 1956, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur : I. le rapport et le rapport supplémentaire faits au cours de la deuxième législature, repris le 17 février 1956, sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural ; II. la proposition de loi (n° 1776) de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir l'augmentation du nombre des ingénieurs du corps du génie rural, n° 2206.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'interpellations relatives à la politique agricole et viticole du Gouvernement : *prix des semences* [15 mars 1956] (p. 945) ; — d'une proposition de loi relative aux ensemencements en blé et en orge :

(1) Démissionnaire le 25 octobre 1957 (p. 5502).

Bénéfices réalisés par l'Etat sur les importations de blé [19 juin 1956] (p. 2749); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 47 : *Article additionnel de M. David tendant à accroître la dotation du fonds d'amortissement des charges d'électrification rurale* [22 juin 1956] (p. 2932). — Est entendu sur le procès-verbal (*discussion des propositions de loi concernant le corps du génie rural*) [17 juillet 1956] (p. 3467). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au marché de l'orge, Art. 3 : *Son amendement instituant une péréquation des transports des orges destinées à l'exportation* [26 juin 1957] (p. 3035); *le retire* (ibid). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [2 octobre 1957] (p. 4483). — S'excuse de son absence [27 février 1958] (p. 1121). — Obtient un congé [27 février 1958] (p. 1121).

MORICE (M. André), *Député de la Loire-Atlantique (Rad. Soc. puis G. D. R. S.)*.

*Ministre de la Défense nationale
et des Forces armées*

(Cabinet BOURGÈS-MAUNOURY)
du 13 juin 1957 au 6 novembre 1957.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 44). — Est nommé : membre titulaire de la Commission des finances [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission de la défense nationale [26 mai 1958] (p. 2501). — Est élu vice-président de la Commission des finances [10 février 1956] (p. 254). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles et des sociétés d'économie mixte [24 février 1956] (p. 514). — Est élu représentant de l'Assemblée Nationale au sein du Comité financier du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement [28 février 1956] (p. 555). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la

défense nationale (*J. O.* du 10 juin 1958, p. 4555).

Dépôts :

Le 25 janvier 1956, un projet de loi tendant à rendre applicable le décret portant Code minier, n° 104. — Le 24 février 1956, une proposition de loi tendant à considérer, au regard de la sécurité sociale, leur vie durant, comme enfants à la charge de leurs parents, ceux atteints d'une infirmité les plaçant dans l'impossibilité de subvenir à leurs besoins, n° 762. — Le 7 novembre 1956, une proposition de loi tendant à fixer les délais de dénonciation des forfaits en matière de bénéfices industriels et commerciaux, n° 3174. — Le 20 novembre 1956, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre toutes les mesures propres à assurer la réparation des dommages subis par nos compatriotes de Tunisie et du Maroc et la sauvegarde de leurs intérêts majeurs, n° 3283. — Le 23 juillet 1957, un projet de loi portant organisation des cadres du Service du matériel de l'armée de terre, n° 5606. — Le 30 septembre 1957, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 1^{er} août 1936 fixant le statut des cadres des réserves de l'armée de l'air, n° 5795.

Interventions :

Donne sa démission de *Ministre de l'Industrie et du Commerce* (Cabinet Edgar Faure) [24 janvier 1956] (séance du 25 janvier 1956, p. 80). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1^{er} février 1956] (*J. O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Danger que fait courir à l'expansion économique l'augmentation des charges sociales ; Réformes économiques en Algérie ; Volonté de maintenir les droits imprescriptibles de la France ; Élections libres ; Danger d'une politique de faiblesse ; Ingérences tunisiennes et marocaines ; Création de douze départements et volonté absolue de la France de rester en Algérie ; Défense du moral de l'armée et de la nation* [1^{er} juin 1956] (p. 2225 à 2227) ; — du projet de loi portant ajustement des dotations budgé-

§ (1) Démissionnaire [18 juin 1957] (p. 2744).